



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation dans les outre-mer

Question au Gouvernement n° 111

Texte de la question

SITUATION DANS LES OUTRE-MER

Mme la présidente . La parole est à M. Perceval Gaillard.

M. Perceval Gaillard . Ma question s'adresse à M. le Premier ministre et à l'ensemble des membres du Gouvernement.

Jusqu'à quand durera le couvre-feu en Nouvelle-Calédonie-Kanaky, instauré depuis cent soixante-huit jours, depuis que vos prédécesseurs ont littéralement mis le feu à l'archipel en foulant aux pieds les accords de Matignon et en faisant entrer au Gouvernement les plus ultras du camp loyaliste, tout cela pour arriver au brillant résultat que l'on connaît tous ? (*Applaudissements* sur de nombreux bancs du groupe LFI-NFP et sur quelques bancs du groupe GDR.)

Jusqu'à quand le couvre-feu en Martinique, qui dure depuis dix-neuf jours, seule réponse apportée par le Gouvernement à la révolte légitime du peuple martiniquais (*Mêmes mouvements*), fatigué comme l'ensemble de nos peuples de se faire tondre par des monopoles qui ont plus de pouvoir ici, à Paris, que n'importe quel ministre présent sur ces bancs ? (*Mêmes mouvements*.)

Jusqu'à quand ? Il aura fallu attendre plusieurs semaines pour que l'État commence, timidement, à vouloir jouer son rôle de médiation dans un conflit social majeur touchant nos centrales électriques à La Réunion et aux Antilles.

Aux salariés en lutte et aux planteurs, à nos populations qui subissent délestages et couvre-feux, nous disons : si le résultat des élections avait été respecté dans ce pays, vous n'auriez pas à subir tout cela car avec le Nouveau Front populaire, nous aurions fait respecter l'intérêt général et l'intérêt des salariés avant tout ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*) Partout où nos peuples luttent pour leurs droits et contre la vie chère, partout nous leur apportons notre totale solidarité, et, depuis ces bancs, nous leur disons : tiembo larg pa – nous leur disons : ne vous découragez pas. (*Mêmes mouvements*.)

M. Pierre Cordier . Que ne feriez-vous pas pour avoir des bulletins de vote ?

M. Perceval Gaillard . Jusqu'à quand M. le Premier ministre pense-t-il que nous allons supporter que l'État profite du chaos post-dissolution pour nous couper littéralement les vivres ? Ce sont au minimum 250 millions d'euros en moins dans le budget 2025, soit des collectivités étranglées au moment même où beaucoup de nos territoires se soulèvent contre la vie chère et contre les ruptures d'égalité flagrantes.

Saint Augustin disait : « *Errare humanum est, perseverare diabolicum.* » (Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP. – Mme Dieynaba Diop applaudit également.)

M. Thibault Bazin . Quelle référence !

M. Pierre Cordier. Il finira par aller à la messe le dimanche !

M. Perceval Gaillard . Jusqu'à quand le pouvoir central compte-t-il persévérer dans ces politiques aussi injustes qu'inefficaces ? Quand le Gouvernement va-t-il enfin comprendre, ici à Paris, que nos revendications ne sont que justice sociale et égalité républicaine ? (*Les députés du groupe LFI-NFP, ainsi que quelques députés du groupe GDR, se lèvent et applaudissent longuement - M. Olivier Faure applaudit également.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre des outre-mer.

M. François-Noël Buffet, *ministre des outre-mer* . J'ai entendu une déclaration plutôt qu'une question. Nous sommes en responsabilité depuis quelques semaines et j'ai constaté, en effet, que la baisse du budget des outre-mer était significative.

Mme Sophia Chikirou . Et décidée de façon illégitime !

Mme la présidente . Madame Chikirou !

M. François-Noël Buffet, *ministre* . J'ai eu l'occasion de vous le dire, d'ailleurs. Je vais entamer à partir de demain des auditions devant la commission des lois de l'Assemblée nationale et devant la délégation aux collectivités territoriales. Il y aura ensuite la séance publique, mais je travaille déjà à reprendre ce budget. Je rappelle que le budget des outre-mer s'élève au total à 25 milliards d'euros et que la part de la mission dont j'ai la charge représente environ 15 % de l'ensemble, mais nous avons bien constaté un coup de rabot, de l'ordre de 37 %. Je vous ai dit, lorsque je vous ai rencontré, que j'allais travailler d'arrache-pied pour remonter ce budget à l'occasion des débats sur la seconde partie du budget. (*Bruit.*)

M. Jean-Victor Castor. C'est une stratégie, ça !

Mme Frédérique Meunier. Mais écoutez le ministre !

M. François-Noël Buffet, *ministre* . Les questions que vous avez soulevées sont nombreuses. J'ai déjà répondu tout à l'heure sur certains points. Pour ce qui concerne l'énergie, la vie chère et la Nouvelle-Calédonie, les choses sont en train de rentrer dans l'ordre : nous avons engagé la discussion ; l'État et les préfets – pas seulement eux, mais surtout eux – se sont mobilisés pour trouver les bonnes solutions permettant à nos outre-mer d'avancer. (*Brouhaha.*) Il faut donner à ces territoires un avenir de moyen et long terme. C'est absolument essentiel. Peut-être que ma réponse vous dérange puisque vous n'écoutez pas. Je vais donc m'arrêter. (Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP. – Applaudissements sur les bancs du groupe DR et sur plusieurs bancs des groupes EPR et Dem.)

Données clés

Auteur : [M. Perceval Gaillard](#)

Circonscription : Réunion (7^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 111

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 octobre 2024